L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 11 DECEMBRE 1857.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
(Librairie-Papeterie-Imprimerie)
G. F. WEISSE, H. DUPOUY,
L. DUVERNEUIL, S. HARDY.

Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 11 DECEMBRE.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par N VIGNIE—A 10 heures et demie du matin, no 177, rue Toulouse, beaux meubles français.

Par BLANCHE & LEACHMORE, à 10 heures A. M., no 77, rue de Chartres, chamoeres, habillements d'hiver, etc.

Par D. E. MOSBY, à 10 heures et demie, au magasin Faber, 53, rue Gravier, 1,370,000 cigares.

Par R. B. STARR—à 4 heures et demie P. M., en face de l'hotel des Romains, 3me district—vins, mordaines, fruits, huile, pentes pots, etc., etc., à 10 heures et demie, à son magasin d'encan, no 58, rue des Magasins—verrerie.

Par B. TERRY, à 4 heures et demie, P. M., sur la Levée, en face de la rue Hopital, 3me District, vins rouges et vins blancs de Bordeaux, en barriques.

Le Message.

Les journaux de Mobile ont reçu et publié la fin du résumé télégraphique du message dont un accident a interrompu la transmission à la Nouvelle-Orléans. Ce résumé est si succinct qu'il n'éclaire qu'imparfaitement le lecteur sur les vues du président. On y trouve cependant l'indication du programme qu'a adopté l'administration. M. Buchanan déplore comme tout le monde les extravagances du commerce de notre pays et l'imprévoyance qui a caractérisé nos relations d'affaires avec l'étranger. La crise actuelle est la conséquence de notre imprudence. Le gouvernement ne suspendra aucun des travaux d'utilité publique qui sont en voie d'exécution, à moins que l'état du trésor ne le lui commande impérieusement; les ouvriers qui travaillent aux fortifications ne seront pas non plus congédiés. Le président engage ensuite le Congrès à voter une loi pour opérer d'une manière uniforme la liquidation de toutes les banques qui sont en faillite aux Etats Unis. Il ne s'agit pas, on le voit, d'une loi générale de banqueroute, comme celle que la législature nationale adopta il y a quelques années, mais d'une loi applicable seulement aux institutions de crédit de l'Union.

M. Buchanan se félicite des bons rapports qui existent entre les Etats-Unis et les gouvernements étrangers. Il admet pourtant que nos relations avec l'Angleterre ont été marquées par de fâcheux différends, bien qu'aucune des questions en litige ne soit de nature à inspirer des craintes sérieuses au sujet de la paix. Le gouvernement britannique et le nôtre interprètent d'une manière diamétralement opposée le traité Clayton-Bulwer. Il n'y aurait qu'un moyen de s'entendre, ce serait d'abord de supprimer d'un commun accord la malencontreuse convention et d'ouvrir de nouvelles négociations. Si, comme on l'assure, les ministres de France et d'Angleterre ont tous leurs efforts auprès du président pour le décider à ne point proposer l'abrogation du traité, ils doivent être fort désappointés. La proposition de M. Buchanan nous paraît fort naturelle; il est clair que si un traité par son obscurité ou sa rédaction amphibologique se prête à deux interprétations contradictoires, et que les parties contractantes ne peuvent parvenir à s'entendre, il est clair, disons-nous, que la convention doit être supprimée.

Tout le monde est persuadé aux Etats-Unis que M. Clayton n'a jamais voulu accorder à l'Angleterre les droits dont celle-ci réclame l'exercice en vertu du traité: il est certain, dit-on autre part, que M. Bulwer n'a pu valablement renoncer complètement à ces droits. Les négociateurs n'ont pas été francs, ils ne sont disposés leur véritable pensée dans le vain espoir d'arriver à leurs fins d'une manière détournée. Il se sont donc appliqués à rédiger l'article décisif de manière à donner gain de cause à leurs gouvernements respectifs, mais comme chacun était sur ses gardes et en est résulté une rédaction hybride qui n'est ni une affirmation ni une négation, et derrière laquelle il est aisé aux deux gouvernements de se retrancher pour repousser leurs mutuelles prétentions. N'était-il pas plus facile et plus digne de demander l'abolition d'un traité qui empêche toute espèce d'accord?

L'Espagne ne nous a pas encore accordé la réparation que nous avons maintes fois demandée. M. Buchanan sera-t-il plus heureux que M. Pierce et M. Fillmore? Nous en doutons. Il dit bien qu'il enverra à Madrid un nouveau ministre et qu'il lui donnera des instructions spéciales pour le règlement de nos vieilles difficultés; mais nous nous trompons fort, ou l'Espagne continuera à faire la sourde oreille. Les gouvernements s'empressent peu de réparer d'anciens griefs; pour obtenir d'eux une satisfaction quelconque, il faut forcer sur le champ et d'un ton qui n'admette point de faux-fuyant.

Le gouvernement américain est neutre dans la querelle entre la Chine et l'Angleterre, mais notre ministre a reçu l'ordre de se joindre aux agents de la France et de la Grande Bretagne pour obtenir du Céleste Empire les concessions que celui ci ne saurait raisonnablement refuser au commerce étranger.

Le précédent sollicite l'autorisation d'employer les forces de terre et de mer pour défendre la neutralité des différens isthmes de l'Amérique qui sont devenus de grandes voies de communication entre les deux Océans.

M. Buchanan en condamnant nettement la flibuste a dû désappointer les amis de Walker. Que qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, ils ne pourront pas désormais compter sur l'alliance de l'administration, malgré le peu d'efforts qu'a faits celle-ci pour empêcher le départ de l'expédition organisée par les amis de l'ex-dictateur du Nicaragua.

Quant au Kansas, on connaissait depuis longtemps l'opinion du président: il l'a simplement maintenue dans son message en déclarant que la convention de Lecompton est légale, et en vertu de la loi du Kansas-Nebraska, de souveraineté du peuple que cette partie de la constitution qui décrète l'établissement de l'esclavage.

La rébellion d'Utah est la première qui ait éclaté dans notre pays. Il faut qu'elle soit vaincue dans l'intérêt même de l'humanité, et que son sang ne soit pas versé en vain. Il y aurait pour prévenir de semblables tentatives. Le message conclut à la nécessité d'organiser quatre nouveaux régimens. M. Buchanan invite aussi le Congrès à ordonner la construction de dix petits steamers de guerre. Le chemin de fer du Pacifique est nécessaire comme route militaire: le président en demande la construction. Il appelle enfin l'attention des chambres sur l'urgence d'un gouvernement pour le territoire d'Arizona, et il termine en déclarant qu'il ne ratifiera aucun bill avant de l'avoir mûrement étudié.

MEXIQUE.

Le steamer *Tennessee*, parti de Vera-Cruz le 7 de ce mois, est entré hier sur dans notre port avec $17,685 en espèces. La plupart des journaux et la lettre de notre correspondant sont encore à la Poste: nous les recevrons ce matin.

Le congrès a reconnu publiquement le mandat de M. Comonfort, élu président de la république pour quatre années.

Les nouvelles de Tolusa, de Cuernavaca et de l'intérieur sont moins sombres. M. Doblado, gouverneur de Guanajuato, et le général Langberg, qui avait le commandement de la division de Toluca, se trouvaient aux dernières dates dans la capitale. Ils y ont été appelés pour aider le gouvernement à déjouer les plans des réactionnaires qui s'y disposent, à ce qu'il paraît, à faire une démonstration contre l'ordre.

Les Indiens continuent à commettre toutes sortes d'atrocités à Durango et dans les autres Etats du Nord.

Les prisonnières sont entrés le 26 novembre à Acatlan, sans brûler une amorce, et sont restés dans la place jusqu'au lendemain. Ils ont hâté tous les prisonniers politiques. Atteignant le 27 par les troupes du gouvernement, ils ont été forcés d'évacuer la ville.

Les troupes du gouvernement ont eu le dessus dans presque toutes les rencontres avec les insurgés. La défaite de ces derniers à Amazac paraît avoir jeté l'épouvante parmi les réactionnaires. Les vaincus ne sont enfuis vers le Sud. Le gouverneur Alatriste a prélevé un emprunt forcé sur le commerce de Puebla.

On croit que Haro y Tamariz se trouve à Tampico ou dans le voisinage de cette ville. Quelques personnes assurent, au contraire, qu'il est à Tuxpan. Quoi qu'il en soit, le gouvernement fait faire les recherches les plus actives pour découvrir le lieu de sa retraite.

TEXAS.—Nous avons reçu hier des journaux du Texas jusqu'au 8 courant. Le steamer *Atlantic*, parti de Brazos St Yago pour le Nouvelle Orléans, a dû s'arrêter à Galveston pour prendre des provisions, sa traversée ayant été plus longue qu'on ne s'y attendait à cause des vents contraires.—Le barque *Greenfield* est arrivée le 4 de ce mois à Galveston, venant de N. York qu'elle avait quitté le 25 novembre. Les matelots ont annoncé de grands dégâts dans plusieurs comtés du Texas.

EUROPE.

Le steamer *Asmerica*, parti de Liverpool le 21 novembre, est arrivé le 2 décembre à Halifax. Voici le sommaire télégraphique des nouvelles qu'il apporte, tel que le publient les journaux de New-York:

CRISE FINANCIERE.

Le mercredi, les demandes d'escompte à la Banque d'Angleterre avaient augmenté plutôt que diminué.

A la liste des faillites, qui s'était allongée d'une manière inquiétante, on ajoute les maisons suivantes qui ont suspendu leurs paiements:

E. Sieveking et fils, commerce de Suède, passif £800,000; Allen, Smith et Cie, commerce de Danemark, passif £100,000; Gorrissen, Hubbe et Cie, par suite des embarras financiers d'Amérique, passif £600,000. Brandenstein, £50,000, Brocklesby et Wessels, importateurs £20,000.

On discutait les probabilités d'une dérivation dans les taux de la Banque; toutefois, les arrivages considérables d'or qui se succèdaient faisaient espérer que cette mesure ne serait pas nécessaire.

Les fonds s'étaient tenus fermes toute la journée.

Dans la journée de jeudi, 19, dit le *Times*, un mieux décidé s'était déclaré dans les quartiers financiers. On n'avait appris aucune faillite nouvelle, et plusieurs causes d'anxiété avaient disparu. Le même journal ajoute que la demande faite à la Banque d'Angleterre, le fait est aujourd'hui d'une manière satisfaisante et que la somme en question, près d'un million sterling, allait être versée.

Les demandes d'argent à la Banque n'avaient pas diminué. Il y en a même qui pensent qu'elles s'étaient accrues. Cependant les directeurs réunis en comité n'étaient séparés sans élever les taux d'escompte.

On demandait à emprunter à 10 p§ sur fonds du gouvernement.

A Hambourg le taux de l'escompte était descendu à 8 l'ja.

Des lettres particulières de Paris apportent des nouvelles plus satisfaisantes. Les maisons américaines commençaient à recevoir des remises et la Banque de France fortifiait sa position.

Dans les autres villes du continent on se croyait près d'un retour de la confiance.

Un meeting nombreux de personnages influents, réuni à Glasgow, avait résolu de recevoir comme monnaie courante le papier des Banques d'Ecosse qui avaient suspendu.

On lit dans le *Daily Last* de vendredi soir: "Les secours fournis à propos par la Banque avaient prévenu bien des désastres, et bien que les taux d'escompte restassent de 10 à 12 p§, on respire un peu plus à l'aise dans les comptoirs, et le bon papier n'est plus refusé. Nous comptons sur le retour prochain de la confiance."

DERNIERES NOUVELLES.

(Par voie télégraphique.)

Londres, 21 novembre.

On lit dans le "City Article" du *Times* de vendredi soir: "Les fonds ont été fermes avec hausse de 1/4; on ne signale, en fait de faillites importantes, que la suspension d'une maison, dont la solidité a toujours paru n'est pas l'objet d'un doute; les arrivages d'or d'aujourd'hui, 1/2 million, et les sommes qu'on attendait par le Persia donnent la fermeté à nos champs étrangers."

Ajoutons à la liste des raisons sociales qui ont suspendu: J. R. Thomas et Cie, commerce des Colonies et du Cap, laissent un passif de 200,000 à 300,000 liv. sterl.; Scott et Cie, de Queenstown, laissent un passif de 100,000 à 300,000 liv sterl.

A Hambourg les taux d'escompte s'étaient relevés à 9 1/2.

On lit dans le *City News* de vendredi soir: "A tout prendre, le marché monétaire était plus calme. Aujourd'hui ont été conclus les arrangements par lesquels la Banque d'Angleterre vient au secours d'une grande et riche maison américaine, dont le passif est estimé à plus de deux millions. Les embarras de cette maison ont amené de fort graves responsabilité pour elle d'obtenir ses remises des premières raisons sociales d'Amérique."

La Banque a fait émettre pour £1,000,000 de papier de plus qu'elle n'y était autorisée par l'acte de 1844. Comme garantie de cette émission, elle a reçu pour £1,148,185 de papier du gouvernement, pour £404,501 d'argent. La transgression de sa charte reste donc plutôt apparente que réelle.

Une lettre particulière, en date d'Halifax, 2 décembre, dit que c'est la maison Peabody & Cie de Londres qui s'est adressée à la Banque, et que celle-ci a répondu à sa demande par une avance de un million sterling.

FRANCE.—Des poursuites commencées contre certains changeurs ont considérablement relevé les demandes d'or à la Banque de France.

Une dépêche de Marseille annonce que depuis la publication du décret impérial autorisant l'exportation des céréales, l'arrivage du blanc d'Algérie a été assez considérable. Le même journal ajoute que la somme en question, près d'un million sterling, allait être versée.

Les demandes d'argent à la Banque n'avaient pas diminué. Il y en a même qui pensent qu'elles s'étaient accrues. Cependant les directeurs réunis en comité n'étaient séparés sans élever les taux d'escompte.

On demandait à emprunter à 10 p§ sur fonds du gouvernement.

A Hambourg le taux de l'escompte était descendu à 8 l'ja.

Des lettres particulières de Paris apportent des nouvelles plus satisfaisantes. Les maisons américaines commençaient à recevoir des remises et la Banque de France fortifiait sa position.

Dans les autres villes du continent on se croyait près d'un retour de la confiance.

Un meeting nombreux de personnages influents, réuni à Glasgow, avait résolu de recevoir comme monnaie courante le papier des Banques d'Ecosse qui avaient suspendu.

On lit dans le *Daily Last* de vendredi soir: "Les secours fournis à propos par la Banque avaient prévenu bien des désastres, et bien que les taux d'escompte restassent de 10 à 12 p§, on respire un peu plus à l'aise dans les comptoirs, et le bon papier n'est plus refusé. Nous comptons sur le retour prochain de la confiance."

DERNIERES NOUVELLES.

(Par voie télégraphique.)

Londres, 21 novembre.

On lit dans le "City Article" du *Times* de vendredi soir: "Les fonds ont été fermes avec hausse de 1/4; on ne signale, en fait de faillites importantes, que la suspension d'une maison, dont la solidité a toujours paru n'est pas l'objet d'un doute; les arrivages d'or d'aujourd'hui, 1/2 million, et les sommes qu'on attendait par le Persia donnent la fermeté à nos champs étrangers."

Ajoutons à la liste des raisons sociales qui ont suspendu: J. R. Thomas et Cie, commerce des Colonies et du Cap, laissent un passif de 200,000 à 300,000 liv. sterl.; Scott et Cie, de Queenstown, laissent un passif de 100,000 à 300,000 liv sterl.

A Hambourg les taux d'escompte s'étaient relevés à 9 1/2.

Le *City News* de vendredi soir: "A tout prendre, le marché monétaire était plus calme. Aujourd'hui ont été conclus les arrangements par lesquels la Banque d'Angleterre vient au secours d'une grande et riche maison américaine, dont le passif est estimé à plus de deux millions. Les embarras de cette maison ont amené de fort graves responsabilité pour elle d'obtenir ses remises des premières raisons sociales d'Amérique."

La Banque a fait émettre pour £1,000,000 de papier de plus qu'elle n'y était autorisée par l'acte de 1844. Comme garantie de cette émission, elle a reçu pour £1,148,185 de papier du gouvernement, pour £404,501 d'argent. La transgression de sa charte reste donc plutôt apparente que réelle.

Une lettre particulière, en date d'Halifax, 2 décembre, dit que c'est la maison Peabody & Cie de Londres qui s'est adressée à la Banque, et que celle-ci a répondu à sa demande par une avance de un million sterling.

FRANCE.—Des poursuites commencées contre certains changeurs ont considérablement relevé les demandes d'or à la Banque de France.

Une dépêche de Marseille annonce que depuis la publication du décret impérial autorisant l'exportation des céréales, l'arrivage du blanc d'Algérie a été assez considérable. Le même journal ajoute que cet état de choses ne saurait durer longtemps pour une légère faute; Charles Gudard, accusé de larcin.

Charles Baker, accusé d'assaut et batterie, a été acquitté.

—A la Quatrième Cour, dans l'affaire "J. W. Andrews contre A. Saucier", le juge Price a donné gain de cause, hier, à M. Saucier. Il s'agit de la place de troisième juge de paix. M. Andrews contestait l'élection de M. Saucier.

—A la Cinquième Cour, le juge Egglestone a donné gain de cause à la ville. Le Dr Barton et quatre autres médecins réclamaient une somme de $15,000 à la corporation, comme membres de la Commission nommée, en 1853, par le Bureau de Santé. Les demandeurs devront acquitter les frais de justice.

—A la Sixième Cour, une pétition réclame à la ville quatre cents piastres, valeur d'un piano brisé en 1856, par des émeutiers, chez Emily Gibson.

COURS DES SECONDES.—Justus Koofner a été envoyé, hier, pour sept Sith, devant la Première Cour de District pour avoir terrassé Wm Wagner, au Nouveau Bassin.

Antonio Baptiste devra répondre, le 16 du courant, à l'accusation d'avoir tué chez Miguel Gabriel dans l'intention de faire feu sur lui.

Catherine Foley et M. Cramer, accusés de larcin, resteront en prison, par ordre du recorder Solomon, en attendant leur comparution devant la Première Cour de District.

Pat McAllister se plaint, devant le recorder Fabre, d'avoir été assailli par Bill Sullivan—Cautionnement est donné.

Grégoire Clausot déclare que B. Roucaud a menacé de le tuer.

BLESSÉ.—Après la sérénade donné, mercredi soir, à l'honorable J. C. Breckinridge, on s'est rendu à la résidence du général Tracy. Là, le jeune R. J. Bruce, en voulant se venger de plusieurs hommes ivres qui, dit-on, avaient insulté le cortège, a blessé un de ses amis, M. Samuel McPherson. Ce dernier a reçu un coup d'épée. On l'a transporté à l'Hôpital de Charité. La blessure est très grave; M. Bruce s'est livré au poste du Premier District.

VOLEURS.—Des voleurs se sont introduits, dans la nuit de mercredi à jeudi, dans la magasin de liqueurs de MM. Brenan & De Castro, encoignure Natchez et Tchoupitoulas. Ils s'étaient munis de clés et de poudre. Le sergent Morehouse a trouvé de la poudre dans la serrure du coffre-fort. Un individu qui s'appelle James Bates et qui, dit-on, s'était logé dans la maison, a été arrêté et écroué. Il comparaîtra, à 12 pour cent. L'argent ne se trouve plus que moyennant une prime de 8 à 9 pour cent.

Une lettre de Vienne dit: "Les nouvelles financières qui nous arrivent des districts manufacturiers, sont désespérantes. Le nombre des faillites y est énorme. Jamais encore nous n'avons eu à Vienne un désastre commercial si alarmant.

Une manufacture à poudre a fait explosion à Mayence. Quarante personnes ont été tuées, et près de cinq cents blessées. La perte matérielle occasionnée par cet épouvantable sinistre, est évaluée à deux millions.

RUSSIE.—Un incendie considérable a éclaté à St Pétersbourg le 5 novembre. On annonce qu'un grand nombre de personnes y ont perdu la vie. Les détails manquent encore.

Le *Moniteur de la Flotte* annonce que la Prusse s'est jointe aux réclamations que la France et l'Angleterre font à la Chine.

TURQUIE.—Le correspondant parisien du *Times* lui écrit que les difficultés qui ont surgi entre la Turquie et l'Angleterre, d'un côté, et la Russie de l'autre, relativement au traité de navigation sur la mer Noire, seront soumises au congrès de Paris, grâce aux bons offices de la France et de la Prusse.

On annonce que la bonne harmonie règne de nouveau entre l'ambassadeur français et Reschid Pacha.

Relativement aux principautés, il est pressque certain que Reschid Pacha ne s'opposera plus à une union administrative. Par contre, l'agitation en Moldavie et en Valachie va en croissant. Le parti ultra radical pousse à l'établissement d'un gouvernement provisoire.

LE VICE-PRESIDENT.—Nous aurions dû mentionner hier l'arrivée de M. John C. Breckinridge à la Nouvelle-Orléans. Le vice-président des Etats Unis est descendu à l'hôtel St Charles où les autorités municipales se sont transportées pour le recevoir. Le Mall lui souhaitait la bienvenue. M. Breckinridge a reçu la visite d'un nombre considérable de citoyens, puis il s'est embarqué au lac pour Mobile. Il se rend à Washington où l'appellent ses devoirs de président du Sénat. Mme Breckinridge passera l'hiver à Baton-Rouge.

THEATRE D'ORLEANS.—Demain, samedi, le *Caid* et un vaudeville: *Le Mari brûlé.*

MEURTRE ET CHATIMENT.—Le 11 novembre, un planteur de la paroisse Franklin, nommé Wm T. Pearce, dont l'habitation est située sur les bords du Bayou Boeuf, fut assassiné par trois de ses nègres—Bent, Josh et Quaik. Nous avons dû, à rendu compte de ce meurtre. Le cadavre avait été traîné près de la route. Une enquête amena la découverte des auteurs du crime qui furent arrêtés et incarcérés. Mais ils parvinrent à briser leurs chaînes et à s'enfuir après avoir terrassé le geolier. Ils se dirigèrent dans un épais fourré de cannes où il était très difficile de les poursuivre. Les habitans de la paroisse résolurent cependant de leur donner la chasse et ils n'hésitèrent pas à s'engager dans l'horrible cyprière, guidés par leurs chiens dont le flair devait les aider à trouver la retraite des fugitifs. Après huit jours de recherches, Brit fut pris: il avait longtemps lutté contre les chiens et il était couvert de blessures. Le châtiment du fouet lui fut infligé séance tenante, puis on le mit dans une charrette, les mains et les pieds liés. Il arriva à la prison dans un tel état d'épuisement qu'il succomba pendant la nuit. Le leader-main, ou reconnaissance a battre le fourré, et les chiens s'élancèrent bientôt sur Josh qu'ils venaient d'apercevoir: un des chasseurs fit feu en même temps et le nègre tomba grièvement blessé. Il expirait au bout de quelques heures. Le troisième meurtrier fut pris le jour suivant: c'était le chef du trio. Il était affreusement contusionné et n'avait pas été ménagé par les chiens. La médecin déclara qu'il ne tarderait pas à succomber. La foule, qui voulait que l'un des meurtriers fut exécuté publiquement, s'empara donc le lendemain du moribond et le pendit.

ALFRED MERCIER & Co, 34, rue des Magasins, annoncent aujourd'hui une nouvelle rédaction de prix.—Voir aux avis.

GRANDE RÉDUCTION DE PRIX. — D. P. Saunders & Co., 12 et 14, rue de Chartres, ont opéré une nouvelle réduction dans leurs prix déjà si modérés. Avis aux dames qui tiennent à avoir à bon marché des soieries, broderies, dentelles, etc.

Dépêches Télégraphiques TRANSMISES A L'ABEILLE.

Washington, 10.—SENAT.—M. Douglas a donné avis qu'il proposerait un bill pour autoriser le peuple du Kansas à tenir une convention et se former une constitution.

NOMINATION.—La nomination de Denver comme gouverneur territoire du Kansas, n'a été confirmée. Il remplace STANTON; on a entre les jours d'une plus électrique dépêche de cette nouvelle nomination de Richardson, comme gouverneur du Nebraska.

THOMAS J Bennett est nommé avocat de district à la Nouvelle-Orléans, en remplacement de Clark, destitué pour cause de négligence en permettant la défaite de Walker.

L'hon. Nathan Clifford, de Maine, est nommé pour remplir la vacance qui a eu lieu à la Cour Suprême.

Le Sénat s'est ajourné aujourd'hui à lundi.

Département de la Trésorerie.

Le Département de la Trésorerie a suspendu ses payements. Des réclamations au montant d'un demi-million, sont entre les mains du département.

L'expédition du Nicaragua.

New York, 10.—La correspondant de l'*Herald* de New York, dit que Walker a été appelé au Nicaragua par le président Martinez, et qu'il doit se trouver bientôt à la tête de mille hommes.—Un navire fin voilier, chargé d'armes et de munitions, a quitté ce port depuis quelque temps, pour aller rejoindre Walker.

Capture d'un négrier.

Washington, 10.—Le gouvernement a reçu une dépêche annonçant la prise, par le steamer anglais *Electra*, d'un bâtiment négrier ayant 600 nègres à bord,—sur lesquels 200 ont été jetés à la mer.

INCENDIE.—La college Bethany, du comté de Brook, en Virginie, a été détruit par le feu, avec trois bibliothèques de valeur, laboratoires, papiers, etc. On suppose que cet incendie est l'œuvre de la malveillance.

SENATEUR DE LA VIRGINIE.

Richmond 10.—Hunter est réélu au Sénat.

AFFAIRES DU KANSAS.

St Louis 10.—Le *Democrat* contient des extraits de lettres qui parlent des délibérations de la convention républicaine à Lawrence, et dans lesquelles on a proposé de soumettre les constitutions de Topeka et de Lecompton au peuple.

Un meeting nombreux de personnages influents, réuni à Glasgow, avait résolu de recevoir comme monnaie courante le papier des Banques d'Ecosse qui avaient suspendu.

On lit dans le *Daily Last* de vendredi soir: "Les secours fournis à propos par la Banque avaient prévenu bien des désastres, et bien que les taux d'escompte restassent de 10 à 12 p§, on respire un peu plus à l'aise dans les comptoirs, et le bon papier n'est plus refusé. Nous comptons sur le retour prochain de la confiance."

DERNIERES NOUVELLES.

(Par voie télégraphique.)

Londres, 21 novembre.

On lit dans le "City Article" du *Times* de vendredi soir: "Les fonds ont été fermes avec hausse de 1/4; on ne signale, en fait de faillites importantes, que la suspension d'une maison, dont la solidité a toujours paru n'est pas l'objet d'un doute; les arrivages d'or d'aujourd'hui, 1/2 million, et les sommes qu'on attendait par le Persia donnent la fermeté à nos champs étrangers."

Ajoutons à la liste des raisons sociales qui ont suspendu: J. R. Thomas et Cie, commerce des Colonies et du Cap, laissent un passif de 200,000 à 300,000 liv. sterl.; Scott et Cie, de Queenstown, laissent un passif de 100,000 à 300,000 liv sterl.

A Hambourg les taux d'escompte s'étaient relevés à 9 1/2.

Le *City News* de vendredi soir: "A tout prendre, le marché monétaire était plus calme. Aujourd'hui ont été conclus les arrangements par lesquels la Banque d'Angleterre vient au secours d'une grande et riche maison américaine, dont le passif est estimé à plus de deux millions. Les embarras de cette maison ont amené de fort graves responsabilité pour elle d'obtenir ses remises des premières raisons sociales d'Amérique."

La Banque a fait émettre pour £1,000,000 de papier de plus qu'elle n'y était autorisée par l'acte de 1844. Comme garantie de cette émission, elle a reçu pour £1,148,185 de papier du gouvernement, pour £404,501 d'argent. La transgression de sa charte reste donc plutôt apparente que réelle.

Une lettre particulière, en date d'Halifax, 2 décembre, dit que c'est la maison Peabody & Cie de Londres qui s'est adressée à la Banque, et que celle-ci a répondu à sa demande par une avance de un million sterling.

FRANCE.—Des poursuites commencées contre certains changeurs ont considérablement relevé les demandes d'or à la Banque de France.

Une dépêche de Marseille annonce que depuis la publication du décret impérial autorisant l'exportation des céréales, l'arrivage du blanc d'Algérie a été assez considérable. Le même journal ajoute que cet état de choses ne saurait durer longtemps pour une légère faute; Charles Gudard, accusé de larcin.

Charles Baker, accusé d'assaut et batterie, a été acquitté.

—A la Quatrième Cour, dans l'affaire "J. W. Andrews contre A. Saucier", le juge Price a donné gain de cause, hier, à M. Saucier. Il s'agit de la place de troisième juge de paix. M. Andrews contestait l'élection de M. Saucier.

—A la Cinquième Cour, le juge Egglestone a donné gain de cause à la ville. Le Dr Barton et quatre autres médecins réclamaient une somme de $15,000 à la corporation, comme membres de la Commission nommée, en 1853, par le Bureau de Santé. Les demandeurs devront acquitter les frais de justice.

—A la Sixième Cour, une pétition réclame à la ville quatre cents piastres, valeur d'un piano brisé en 1856, par des émeutiers, chez Emily Gibson.

COURS DES SECONDES.—Justus Koofner a été envoyé, hier, pour sept Sith, devant la Première Cour de District pour avoir terrassé Wm Wagner, au Nouveau Bassin.

Antonio Baptiste devra répondre, le 16 du courant, à l'accusation d'avoir tué chez Miguel Gabriel dans l'intention de faire feu sur lui.

Catherine Foley et M. Cramer, accusés de larcin, resteront en prison, par ordre du recorder Solomon, en attendant leur comparution devant la Première Cour de District.

Pat McAllister se plaint, devant le recorder Fabre, d'avoir été assailli par Bill Sullivan—Cautionnement est donné.

Grégoire Clausot déclare que B. Roucaud a menacé de le tuer.

BLESSÉ.—Après la sérénade donné, mercredi soir, à l'honorable J. C. Breckinridge, on s'est rendu à la résidence du général Tracy. Là, le jeune R. J. Bruce, en voulant se venger de plusieurs hommes ivres qui, dit-on, avaient insulté le cortège, a blessé un de ses amis, M. Samuel McPherson. Ce dernier a reçu un coup d'épée. On l'a transporté à l'Hôpital de Charité. La blessure est très grave; M. Bruce s'est livré au poste du Premier District.

VOLEURS.—Des voleurs se sont introduits, dans la nuit de mercredi à jeudi, dans le magasin de liqueurs de MM. Brenan & De Castro, encoignure Natchez et Tchoupitoulas. Ils s'étaient munis de clés et de poudre. Le sergent Morehouse a trouvé de la poudre dans la serrure du coffre-fort. Un individu qui s'appelle James Bates et qui, dit-on, s'était logé dans la maison, a été arrêté et écroué. Il comparaîtra, à 12 pour cent. L'argent ne se trouve plus que moyennant une prime de 8 à 9 pour cent.

Une lettre de Vienne dit: "Les nouvelles financières qui nous arrivent des districts manufacturiers, sont désespérantes. Le nombre des faillites y est énorme. Jamais encore nous n'avons eu à Vienne un désastre commercial si alarmant.

Une manufacture à poudre a fait explosion à Mayence. Quarante personnes ont été tuées, et près de cinq cents blessées. La perte matérielle occasionnée par cet épouvantable sinistre, est évaluée à deux millions.

RUSSIE.—Un incendie considérable a éclaté à St Pétersbourg le 5 novembre. On annonce qu'un grand nombre de personnes y ont perdu la vie. Les détails manquent encore.

Le *Moniteur de la Flotte* annonce que la Prusse s'est jointe aux réclamations que la France et l'Angleterre font à la Chine.

TURQUIE.—Le correspondant parisien du *Times* lui écrit que les difficultés qui ont surgi entre la Turquie et l'Angleterre, d'un côté, et la Russie de l'autre, relativement au traité de navigation sur la mer Noire, seront soumises au congrès de Paris, grâce aux bons offices de la France et de la Prusse.

On annonce que la bonne harmonie règne de nouveau entre l'ambassadeur français et Reschid Pacha.

Relativement aux principautés, il est pressque certain que Reschid Pacha ne s'opposera plus à une union administrative. Par contre, l'agitation en Moldavie et en Valachie va en croissant. Le parti ultra radical pousse à l'établissement d'un gouvernement provisoire.

LE VICE-PRESIDENT.—Nous aurions dû mentionner hier l'arrivée de M. JOHN C. BRECKINRIDGE à la Nouvelle-Orléans. Le vice-président des Etats Unis est descendu à l'hôtel St Charles où les autorités municipales se sont transportées pour le recevoir. Le Mall lui souhaitait la bienvenue. M. Breckinridge a reçu la visite d'un nombre considérable de citoyens, puis il s'est embarqué au lac pour Mobile. Il se rend à Washington où l'appellent ses devoirs de président du Sénat. Mme Breckinridge passera l'hiver à Baton-Rouge.

THEATRE D'ORLEANS.—Demain, samedi, le *Caid* et un vaudeville: *Le Mari brûlé.*

MEURTRE ET CHATIMENT.—Le 11 novembre, un planteur de la paroisse Franklin, nommé Wm T. Pearce, dont l'habitation est située sur les bords du Bayou Boeuf, fut assassiné par trois de ses nègres—Bent, Josh et Quaik. Nous avons dû, à rendu compte de ce meurtre. Le cadavre avait été traîné près de la route. Une enquête amena la découverte des auteurs du crime qui furent arrêtés et incarcérés. Mais ils parvinrent à briser leurs chaînes et à s'enfuir après avoir terrassé le geolier. Ils se dirigèrent dans un épais fourré de cannes où il était très difficile de les poursuivre. Les habitans de la paroisse résolurent cependant de leur donner la chasse et ils n'hésitèrent pas à s'engager dans l'horrible cyprière, guidés par leurs chiens dont le flair devait les aider à trouver la retraite des fugitifs. Après huit jours de recherches, Brit fut pris: il avait longtemps lutté contre les chiens et il était couvert de blessures. Le châtiment du fouet lui fut infligé séance tenante, puis on le mit dans une charrette, les mains et les pieds liés. Il arriva à la prison dans un tel état d'épuisement qu'il succomba pendant la nuit. Le leader-main, ou reconnaissance a battre le fourré, et les chiens s'élancèrent bientôt sur Josh qu'ils venaient d'apercevoir: un des chasseurs fit feu en même temps et le nègre tomba grièvement blessé. Il expirait au bout de quelques heures. Le troisième meurtrier fut pris le jour suivant: c'était le chef du trio. Il était affreusement contusionné et n'avait pas été ménagé par les chiens. La médecin déclara qu'il ne tarderait pas à succomber. La foule, qui voulait que l'un des meurtriers fut exécuté publiquement, s'empara donc le lendemain du moribond et le pendit.

ALFRED MERCIER & Co, 34, rue des Magasins, annoncent aujourd'hui une nouvelle rédaction de prix.—Voir aux avis.

GRANDE RÉDUCTION DE PRIX. — D. P. Saunders & Co., 12 et 14, rue de Chartres, ont opéré une nouvelle réduction dans leurs prix déjà si modérés. Avis aux dames qui tiennent à avoir à bon marché des soieries, broderies, dentelles, etc.

Revue Artistique.

Les Théâtres et la crise.—Le Théâtre d'Orléans.—La Lucie.—Le Maître de Chapelle.—Le Mendiant.

Le vent n'est pas aux entreprises théâtrales—on se promenait à la Nouvelle-Orléans. Seulement la belle exploitante d'Odry, l'art dramatique est dans le paroxisme. L'herbe des champs croît dans le parterre de M. Ben Dober, la mousse envahit les banquettes du rez-de-chaussée du théâtre de la Gaité, et pour peu que cela continue, la troupe de Sacchini de M. Crisp aura bientôt cet intelligent imprimeur-éditeur pour unique spectateur. Si la devait s'arrêter sur l'influence de la crise financière sur nos théâtres, j'avoue que pour ma part je n'y verrait pas grand mal. Il y a si longtemps que l'art véritable est exilé de ces trônes et que la littérature scrobatique y règne sans partage, que leurs infortunes ne nous importent guères et ne pauvrient intéresser bien vivement le bon public auquel depuis longtemps on y sert tous les hivers le même regoût nauséabond.

Il n'en est pas de même du théâtre de la rue d'Orléans—de ce théâtre qui depuis plus d'un demi-siècle est le joie et l'orgueil de la population—de ce théâtre qui a été le berceau de presque tous les artistes qui ont voyagé en Europe, qui ont visité les grandes villes de France, Bordeaux, Rouen, Lyon, Marseille, Strasbourg—villes que les chemins de fer ont mises aux portes de la capitale, et qui, de Paris, nous arrivent, notez-le bien, sont généralement subventionnées par les administrations locales—j'en appelle à tous les gens de bonne foi qui ont fréquenté ces théâtres—car quelle scène de province ont-ils jamais rencontré un ensemble aussi satisfaisant que celui de notre troupe lyrique actuelle? Sur quelle autre scène ont-ils vu réunir trois talens comme MM. Delagrave, Jourdan et Bonfils, et trois chanteuses comme mesdames Bonfils, Colson et Pagol, — sans parler des autres chefs d'emploi, de MM. Junca, Bacher, Villa,—de M. Pas'oori, l'excellent chef d'orchestre,—des choeurs, mieux disciplinés et plus solides cette année qu'à aucune autre époque, sans la richesse des costumes et des décors, de la mise en scène et du goût de la mise en scène? Et lorsqu'on réfléchit que la direction entre en campagne cette année avec un budget de dépenses de plus de soixante-quinze mille dollars, et qu'elle est à la merci de tous les accidens et de toutes les indispositions qui peuvent survenir—M. Boudousquié n'aurait pas raisonnablement exiger de ses pensionnaires la présence constante à leur poste de malades pendant toute la durée de leur engagement—et on m'avouera qu'un homme qui assume une telle responsabilité et qui s'expose à de tels risques a bien droit aux sympathies et à l'appui cordial et généreux de toute la population à laquelle il appartient.

Depuis l'ouverture du thé